



# RAPPORT ANNUEL 2019



## SOMMAIRE

MOT DU PCA	3
MOT DU COORDONNATEUR	4-5
FORÊTS ET DEVELOPPEMENT RURARE	6-9
CHIFFRES CLES	10 - 11
LES FAITS MARQUANTS	12 - 15
NOS ACTIONS	16
A - Gouvernance des ressources naturelles	17
B - Biodiversité et environnement	35
c - Entreprenariat rural	36
<b>ACTIONS DE COMMUNICATION</b>	<b>38</b>
Relation presse	39
Reseaux sociaux	39
Sites internet	39
Centre de documentation a foder	40
Revue des actions de communication sur l'oie	40
appui aux organisations de la société civile nationales et locales	40
<b>NOS PUBLICATIONS EN 2019</b>	<b>41- 44</b>
<b>RAPPORT FINANCIER ANNUEL AU 31 DECEMBRE 2019</b>	<b>45</b>

## MOT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

*Chers partenaires, parties prenantes et lecteurs*

C'est avec un mélange d'enthousiasme et de fierté que nous vous présentons le rapport annuel 2019 de l'association Forêts et Développement Rural (FODER). Ce rapport souligne le travail remarquable effectué pour vous et à vos côtés grâce à l'engagement professionnel de notre dynamique personnel. A travers ce rapport, nous nous conformons au devoir de vous rendre compte non seulement des actions, mais aussi des effets et changements que nos actions ont provoqués et ceux auxquels elles ont contribué dans la vie des membres des communautés et le fonctionnement des institutions que nous accompagnons, assistons et soutenons dans les secteurs forêts, mines, environnement et entrepreneuriat.

En tant qu'organisation nationale à vocation internationale, nous avons d'importants défis à relever dans la gestion des ressources naturelles, la protection de la biodiversité et de l'environnement, et le développement rural. En 2019, de nombreuses actions programmées parfois plusieurs années avant sont arrivées à leur terme, tandis que de nouveaux chantiers étaient ouverts ou en conception à divers stades de maturation des projets. Nos équipes ont évalué la qualité et les résultats de chacun de nos projets afin de pouvoir développer et proposer des solutions innovantes en réponse aux défis de la lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles, notamment dans les secteurs forestier et minier. Plus largement, FODER mène une réflexion permanente visant à accroître continuellement l'impact de ses actions et à s'adapter à l'évolution des besoins des communautés, des administrations publiques et du secteur privé avec lesquels nous travaillons.

Dans la sous-région du bassin du Congo, nous nous sommes investis à partager notre expérience et notre approche du management de la qualité et de surveillance des risques internes, contextuels et stratégiques. À la demande d'organisations homologues en République du Congo et en République Démocratique du Congo, FODER a accompagné des initiatives de mise en place des systèmes de management de la qualité, non pas seulement pour garantir la qualité et l'utilité des informations géné-



**Rodrigue NGONZO**

rées, mais aussi dans le but d'assurer durablement la crédibilité, l'efficacité et l'efficience de l'observation indépendante de la gestion des ressources naturelles.

Pour améliorer notre efficacité et mieux satisfaire aux attentes de nos parties prenantes, nous comptons sur l'appui des autorités administratives impliquées dans la gestion des ressources naturelles, des autorités judiciaires, des leaders de communautés et des Mairies avec lesquels nous renforcerons nos cadres de collaboration. Notre objectif non seulement de diversifier et d'accroître le volume de nos interventions sur le terrain, mais aussi de renforcer nos dispositifs d'évaluation des impacts au cours de l'année 2020 afin mieux contribuer aux ambitieux objectifs de développement durable, ceci pour un Monde meilleur.

Nous tenons à exprimer notre profonde reconnaissance à nos partenaires et alliés, nos sponsors et bailleurs de fonds, ainsi que les collaborateurs institutionnels et communautaires, dont le soutien et l'engagement continus nous permettent de faire la différence et d'offrir de nouveaux modèles d'approches et de management. C'est grâce à vous et à la confiance renouvelée en nous que Forêts et Développement Rural s'est maintenu en position d'avant-garde dans la gestion des ressources naturelles. Je remercie particulièrement les membres du personnel, les volontaires et les membres du conseil d'administration pour leur engagement constant.

**Bonne lecture**

# MOT DU COORDONNATEUR

## Justin KAMGA ◀



L'année 2019 a été pour FODER, une période de relance et de poursuite des activités dans le secteur Minier, forestier, foncier et environnement. Fidèle à sa mission, ses actions ont été réalisées avec beaucoup de professionnalisme et d'engagement de la part du personnel. Des activités de l'OIE avec l'approche SNOIE, aux actions de communication d'impact en passant par les activités de plaidoyer au niveau national et international, la recherche – action, l'accompagnement et le coaching, le renforcement des capacités des acteurs ou parties prenantes, FODER aura à travers ces actions fait tourner le système d'engrenage du changement dans le domaine de la Gouvernance des ressources naturelles (Mines et Forêts). On peut citer entre autres effets engendrés par ces actions: une amélioration de la transparence et du renforcement de l'application de la loi, une meilleure prise en compte des droits des communautés riveraines des ressources naturelles matérialisée par la rétrocession des espaces de terres au main des agro-industries et des indemnisations par les entreprises minières suite à la destruction des champs et espaces coutumiers pour l'exploitation de l'or. La prise en compte des communautés dans la clé de répartition des revenus issus de l'exploitation forestière y compris les forêts communales a également

été améliorée. Par ailleurs, nos actions auront conduit les administrations en charge des ressources naturelles à plus de redevabilité sur la base des informations mises à leur disposition. Nous avons également noté une recrudescence des actions dissuasives des administrations locales et centrales, conduisant très souvent à des saisis de milliers de m3 de bois d'espèces variées illégalement exploitées et à l'amélioration des recettes de l'Etat à travers les transactions et les ventes aux enchères publiques.

L'implication de FODER dans la défense des droits des communautés aura permis de les mettre en confiance et de booster leurs capacités à mener les actions au niveau local pour défendre leurs droits et participer à la protection des ressources forestières.

En 2019, l'expérience de FODER a été promue et valorisée à l'extérieur du Cameroun, dans les pays du Bassin du Congo et ceux de l'Afrique de l'Ouest. Ces extensions auront permis renforcer les compétences des acteurs de la société civile et des gouvernements en matière de contrôle forestier et d'observation indépendante, et aussi à la mise en place de systèmes d'observation indépendante basée sur le management de la qualité.

Nous restons convaincus qu'à travers ces actions, FODER aura marqué un pas de plus vers la création d'un cadre propice au développement durable



# FORETS ET DEVELOPPEMENT RURAL

**Forêts et Développement Rural (FODER)** est une association écologiste à but non lucratif et à vocation internationale créée au Cameroun, sous la Déclaration n°76/J10/BAPP du 02 Décembre 2002. L'association a pour objectifs de :

1. Contribuer à la protection de l'environnement et à la gestion durable des ressources naturelles,
2. Lutter contre toute forme de marginalisation et de discrimination en rapport avec la gestion des ressources naturelles,
3. Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations,
4. Contribuer à l'amélioration des politiques et des lois relatives à nos domaines d'intervention, renforcer les capacités de l'association et celles des organisations partenaires,
5. Développer des partenariats et mobiliser des fonds pour la réalisation de sa mission.

Le siège social de FODER est à Yaoundé au Cameroun. L'association dispose d'une antenne régionale dans la ville de Bertoua dans la région de l'Est du Cameroun, laquelle couvre également les régions de l'Adamaoua et du Nord. Cette antenne est spécialisée sur les interventions dans le secteur minier et le secteur de la conservation de la biodiversité.

## VISION

Nous œuvrons pour l'avènement d'une société plus juste, sans marginalisation ni discrimination, mettant ses ressources naturelles au service du développement durable.

## MISSION

Notre mission consiste à créer un cadre propice au développement durable à travers des actions visant à garantir la justice et l'équité, les droits et la démocratie, la gestion transparente, participative et durable des ressources naturelles, la préservation de la diversité biologique et l'amélioration de la qualité de la vie et de l'environnement.

## NOS ACTIONS

Nos actions concernent généralement la gouvernance et la gestion durable des ressources naturelles, les droits des communautés locales et autochtones, la biodiversité et le climat. En coopération avec d'autres organisations nationales et internationales et des institutions publiques, nous développons et mettons en œuvre des projets répondant aux besoins et aux défis actuels et futurs du développement durable. Nos actions obéissent à une approche participative garantissant aussi bien l'implication des parties prenantes dans la gestion du cycle des projets (allant de la conception à l'évaluation), que la mise en place de processus durables garantissant des impacts positifs sur la société.

## NOS DOMAINES D'INTERVENTION

Nous intervenons dans différents secteurs, notamment :

- Les forêts et la faune ;
- L'environnement et le climat ;
- Les mines et l'énergie ;
- L'agriculture et le foncier.

Dans ces secteurs nos actions s'inscrivent dans les trois axes prioritaires ci-après :

1. Gouvernance des ressources naturelles ;

2. Biodiversité et environnement ;
3. Entreprenariat rural.

## CE QUE NOUS OFFRONS

*FODER coopère et collabore avec toute organisation ou institution locale, nationale ou internationale, publique ou privée poursuivant les objectifs similaires et/ou connexes. A ceux-ci nous offrons depuis 2002, nos services dans les domaines de la conception, du suivi de la gestion et l'évaluation de projets, de la gestion par intérim, de la réalisation des études et des audits internes, de la planification stratégique et opérationnelle, de la communication d'influence, de l'organisation d'ateliers et séminaires, de l'appui à la mise en place de système de management de la qualité et le renforcement de capacités pour l'observation indépendante, la communication, le recrutement et gestion du personnel, la gestion financière et comptable, gestion communautaire des ressources naturelles etc.).*

## NOS POLITIQUES

Avec le temps, nous avons mis en place un système de surveillance de notre développement en relation avec l'évolution du contexte local, national et international afin d'anticiper les besoins et les changements à venir. Dans l'optique d'affirmer clairement ses valeurs et d'assumer pleinement sa responsabilité, FODER a rendu publique ses politiques relatives au genre, à l'intégrité et à la lutte anti-corruption dans sa gestion, au respect de l'environnement dans la mise en œuvre de ses activités, à la protection des personnes et des groupes vulnérables, et à santé et la sécurité.

## UNE ORGANISATION EN RESEAU

Depuis sa création, notre organisation agit en réseau avec d'autres organisations et institutions et travaille en partenariat et ou en collaboration avec plusieurs organisations et institutions internationales, nationales et locales.

# LES FEMMES ET LES HOMMES DE FODER

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration de FODER définit les principales orientations de l'association. Il arrête les plans d'action, le budget et les comptes annuels de l'association. Il est composé des membres fondateurs et des membres élus par l'Assemblée Générale pour un mandat de trois ans renouvelable, auxquels s'ajoutent des personnes désignées ou invitées par le Conseil d'administration. Le conseil se réunit au moins une (1) fois tous les ans.

Au 31 décembre 2019, le Conseil d'administration comptait à son actif douze (12) membres (soit 06 femmes et 06 hommes) avec un fort engagement associatif et des compétences utiles à l'association.

**Composition du conseil d'administration au 31 décembre 2019 :**

**Président :** Rodrigue NGONZO, Forestier, Fondateur

**Vice-président :** Sébastien TCHEBAYOU, Forestier, Fondateur

**Secrétaire Général :** Edith ABILOGO, Communicatrice

**Commissaires aux audits :** Armelle MANKO (Gestion et audits de qualité) et Pamela MEPOUY (Audit comptable)

**Commissaire au suivi-évaluation :** Jean Sylvestre NYECK (Entrepreneur forestier), Marie Madeleine BASSALANG (Droits de l'environnement)

### Autres Membres

KEKEUNOU Sévilor (**Biologiste, Fondateur**)

DONFACK Jean (**Forestier, Fondateur**)

Christiane TOBITH (**suivi-évaluation**)

EPAM Jules (**Prêtre**)

## COORDINATION

La coordination est l'organe exécutif et de gestion courante de l'association. Elle est placée sous la responsabilité d'un Coordonnateur ou une Coordonnatrice.

Le Coordonnateur ou la Coordonnatrice est recruté(e) ou désigné(e) par le Conseil d'administration pour une durée définie dans l'acte de recrutement ou de désignation.

La coordination a pour but de mettre en œuvre

les objectifs généraux de l'association, de planifier, d'organiser et d'administrer ses opérations quotidiennes suivant les orientations définies par l'Assemblée Générale, les procédures adoptées et les directives définies par le Conseil d'Administration.

Depuis décembre 2018, la Coordination de FODER est assurée par M. Justin KAMGA, Aménageur forestier.

## LE PERSONNEL

FODER a la ferme volonté de respecter les normes environnementales, sociales et du travail dont nous faisons la promotion et de mettre nos valeurs en pratique, d'abord dans notre propre environnement de travail.

Au 31 décembre 2019, FODER compte 25 collaborateurs et collaboratrices direct(e)s dont 9 femmes et 16 hommes, soient 17 au siège

à Yaoundé et 7 à Bertoua. 24 des salariés sont sous contrat local régulièrement enregistrés auprès des autorités de prévoyance sociale et jouissant d'un police d'assurance maladie et accident complémentaire, tandis qu'un contrat de coopération volontaire internationale encadrerait l'engagement d'un membre du personnel au cours de cette année.

## QUALITÉ DE VIE

La participation active de notre personnel et son développement fait partie intégrante des conditions de notre réussite. Nous reconnaissons l'importance de nos employés, qui bénéficient de possibilités de formation, de développement et d'apprentissage, aussi bien sur le plan personnel que professionnel, pour s'impliquer de façon toujours plus efficace et épanouie dans la poursuite de notre mission. Nous aspirons à développer une culture d'apprentissage au sein de notre organisation, favorisant ainsi le partage des connaissances et un développement collectif. L'apprentissage et la formation du personnel sont encouragés à tous les niveaux de l'organisation. C'est ainsi qu'en 2019 le personnel de FODER a bénéficié des formations et renforcement de leurs compétences sur divers sujets dont la gestion et la durabilité financière, la prise en compte du genre, l'élaboration et la conception des propositions de projets à financement...

## DIVERSITÉS

Nos politiques et pratiques visent à attirer et sélectionner un personnel très varié dont les compétences et les aptitudes diverses répondent à nos besoins. FODER s'est engagé à promouvoir l'égalité, la diversité et l'inclusion, car nous avons la conviction que ces valeurs fondamentales sont le moteur de notre mission et nous permettent d'attirer et de fidéliser le meilleur personnel possible. Dans notre politique genre, il est rappelé aux responsables et personnels de

l'organisation leurs devoirs en matière d'égalité et de diversité durant le processus de recrutement et pendant toute la durée de la relation de travail.

Nous estimons qu'employer du personnel local peut, être plus bénéfique pour les communautés avec lesquelles nous travaillons et, en même temps, nous apporter une meilleure connaissance des besoins locaux. La coordination de FODER intègre donc dans sa politique de recrutement, la possibilité de recruter les fils ou/et filles des communautés des zones d'intervention de nos projets. Cela nous permet ainsi de transférer des compétences au niveau local tout en contribuant à l'amélioration des conditions de vie de quelques ménages dans les localités où nous intervenons.

## SANTÉ ET SÉCURITÉ

La santé et la sécurité figurent au premier rang des responsabilités et priorités de notre organisation. Nous reconnaissons que le personnel d'une organisation de développement peut exercer un travail très exigeant, dans des situations complexes et dangereuses. Notre politique en matière de santé et de sécurité au travail vise à assurer une bonne gestion des risques inhérents à nos activités. Nous mettons tout en œuvre pour toujours procurer à l'ensemble du personnel – stagiaires et volontaires compris – un cadre, des équipements et des systèmes de travail sains et sûrs, ainsi que les ressources, les informations, les instructions, les compétences et l'encadrement nécessaires.



# CHIFFRES CLÉS

**18** rapports de dénonciations sur des cas d'exploitation forestière illégale produites via le Système Normalisé d'Observation Indépendante externe. Rapports publiés sur le site de la Coordination de l'OIE ([www.oiecameroun.org](http://www.oiecameroun.org)) et les synthèses de ces rapports partagées via des mailing list.

**231** alertes sur des cas d'exploitation forestière présumée illégale transmises par les communautés participantes via le système ForestLink<sup>1</sup>. Elles ont déclenché 5 missions de vérification SNOIE et 6 missions de contrôle forestier.

<sup>1</sup>Système de suivi en temps réel permettant aux communautés (Observateurs et Leaders Communautaires, Comités Paysans Forêts (CPF) formés), quel que soit l'endroit où elles se trouvent dans le monde, d'enregistrer et de transmettre des informations géo référencées sur les activités présumées illégales menées dans les forêts. C'est une source d'information pour le SNOIE.



# 35

Communautés des régions de l'Est, Centre, Sud et Littoral impliquées dans le suivi communautaire en temps réel de la gestion des ressources forestières.

# 77

Membres des communautés formées à la collecte et à la transmission des alertes à travers l'application Collecteur du système Forestlink. 63 personnes dont environ 27% de femmes utilisent le système pour dénoncer les activités forestières présumées illégales.

# 1 473 054

Visiteurs sur le site internet de FODER ([www.forest4dev.org](http://www.forest4dev.org))

# LES FAITS MARQUANTS

## JANVIER 2019

Démarrage du processus de réplication du SNOIE en République du Congo par FODER dans le cadre du « Renforcement de l'observation indépendante des forêts par l'appui à la mise en place de systèmes de management de la qualité dans le bassin du Congo : Accompagnement au développement et à la mise en œuvre du SNOIE – Congo »

## FÉVRIER 2019

Ouverture physique et numérique d'un centre de référence documentaire (CRD) sur la gouvernance des ressources naturelles. Le centre est ouvert à tous, particulièrement aux étudiants et chercheurs. Un onglet « bibliothèque » a été créé sur le site internet de FODER pour faciliter l'accès aux documents sur les ressources naturelles disponibles au CRD.

## MARS 2019

30 Magistrats dont 67% d'hommes et 33% de femmes en service dans 15 Tribunaux d'instance des Régions du Centre, du Littoral, de l'Est et du Sud sont sensibilisés sur leur rôle dans l'application des lois forestières et l'impact du renforcement de leur implication dans suivi de l'application de la loi dans le secteur.

## MAI 2019

- Audit de surveillance et maintien du Certificat ISO 9001 :2015 du Système Normalisé d'Observation Indépendante Externe après le premier audit de surveillance de ce système qui s'est révélé satisfaisant ;
- Capacités de 75 personnes dont 34,7% de femmes et 65,3% d'hommes issues de 27 OSC renforcées pour l'élaboration et la conception des propositions de projets à financement, la prise en compte du genre dans le cycle des projets de développement et l'efficacité personnelle et organisationnelle ;
- Démarrage du processus d'implémentation du développement du SMQ-OI en RDC dans le cadre du « Renforcement de l'observation indépendante des forêts par l'appui à la mise en place de système de management de la qualité dans le bassin du Congo : Accompagnement au développement et à la mise en œuvre d'un SMQ-OI » ;
- Remise d'un mémo au Ministre des Mines, de l'Industrie et Développement Technologique (MINMIDT) présentant l'état des lieux, les recommandations et pistes de solutions en vue de l'amélioration de la gouvernance du minier



artisanal et semi-mécanisé au Cameroun (24 mai 2019). Télécharger le mémo : version française : <https://forest4dev.org/download/1696/> version anglaise : <https://forest4dev.org/download/2550/>;

- Lancement officiel du Projet Mines-Environnement-Santé et Société (ProMESS), phase II (28 mai 2019). Le projet vise à Contribuer à l'amélioration de la gouvernance minière au Cameroun à travers le suivi participatif des activités minières et la promotion de la transparence dans le secteur extractif.

## JUILLET 2019

FODER élue à la présidence du Comité régional des membres pour l'Afrique Centrale et occidentale (CREMACO) à l'issue de l'Assemblée générale des membres de l'UICN pour l'Afrique Centrale et de l'Ouest. FODER a entre autres défis de dynamiser le Réseau et de faciliter la préparation et la participation influente de l'Afrique au Congrès mondial de la nature qui se tiendra à Marseille en 2020.

## SEPTEMBRE 2019

Organisation d'une mission de suivi-évaluation des activités de FODER par les administrations sectorielles avec lesquelles nous interagissons dans la mise en œuvre de nos actions dans les secteurs des forêts, mines, environnement, foncier et entrepreneurial rural. Le Ministère des Forêts et de la Faune (MINFOF), le Ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et du Développement durable (MINEPDED), le Ministère des Mines et de l'Industrie et du développement technologique (MINMIDT), ont pu évaluer les activités de FODER et leur impact sur la gouvernance des ressources naturelles, la promotion de l'entrepreneuriat rural, la protection de la biodiversité et de l'environnement. Les recommandations formulées à l'issue de cette mission permettront à FODER d'améliorer ses interventions. Cette activité qui s'inscrivait dans le mécanisme de reddition des comptes par FODER aux bénéficiaires de ses interventions ainsi que dans le management de la qualité dans laquelle l'organisation est engagée. Les recommandations formulées à l'issue de cette mission permettront à FODER d'améliorer ses interventions



## OCTOBRE 2019

- Participation de FODER au Sommet Climate Chance 2019 du 16 au 18 octobre à Accra au Ghana. Plus de 1000 acteurs de la lutte contre le changement climatique en provenance de l'Afrique et de l'Europe informés de l'expérience d'intégration de la gouvernance forestière et climatique dans les institutions de formation universitaires. FODER est également membre de la Coalition sur l'économie circulaire dont elle a contribué à l'élaboration de la feuille de route.

- Lancement officiel du « projet de suivi indépendant des chaînes d'approvisionnement en bois et d'amplification des informations issues de l'observation indépendante des forêts (Projet-Relai-OI) ». L'objectif global du projet Développer et mettre en œuvre une méthodologie de suivi indépendant des chaînes d'approvisionnement en bois et renforcer le suivi des recommandations de l'OI au niveau national par l'implication des Parties Prenantes du Règlement Bois de l'Union Européenne (PP-RBUE) et les organes de gestion CITES (OG-CITES).

## DÉCEMBRE 2019

Participation de FODER au 21st EU-NGO HUMAN RIGHTS FORUM. Notre expérience du système participatif certifié de suivi indépendant de la gestion des ressources naturelles déployé au Cameroun et dans le bassin du Congo, partagé aux participants.





## NOS ACTIONS

Trois axes d'intervention sont au cœur de la mission de l'association Forêts et Développement Rural. Les cinq (5) projets mis en œuvre au cours de l'exercice écoulé, ont été développés autour de 03 axes principaux à savoir la gouvernance des ressources naturelles, la biodiversité et l'environnement, l'entrepreneuriat rural. Ces axes assurent une cohérence entre nos intentions (vision et mission), nos compétences et nos interventions. Transversales aux projets menés ainsi qu'aux territoires d'interventions, les axes thématiques traduisent la volonté de FODER de répondre aux enjeux complexes de la bonne gouvernance des ressources naturelles et la promotion de l'entrepreneuriat. En 2019, les cinq (05) projets mis en œuvre par FODER, avec diverses sources de financement, sont orientés dans les secteurs forêts, environnement et mines. Ainsi, quatre (4) projets ont menés des actions orientées dans le secteur des forêts. Il s'agit des Projets : « Voix des citoyens pour le changement : observation forestière dans le Bassin du Congo » (CV4C), « Intégrer le suivi communautaire en temps réel pour maintenir les moyens de subsistance et les forêts en Afrique Centrale et de l'Ouest » (RTM2), « projet de suivi indépendant des chaînes d'approvisionnement en bois et d'amplification des informations issues de l'observation indépendante des forêts » (Relai-OI), « Inter-Africa Bamboo Smallholder Farmers Livelihood Development Programme » (Projet Bambou), et un projet dont les actions ont été orientées dans le secteur des mines et de l'environnement, à savoir le Projet Mine-Environnement-Santé et Société (ProMESS). Tous ces projets, ont couvert transversalement les aspects en lien avec le secteur de l'environnement et prennent en compte les questions de genre et d'inclusion.

# A. GOUVERNANCE DES RESSOURCES NATURELLES

Dans l'optique de contribuer à la bonne gouvernance des ressources naturelles au Cameroun, FODER a en 2019 orienté ses actions sur la base de cinq (5) types d'interventions : la formation ou renforcement des capacités des acteurs ou parties prenantes, l'accompagnement et le coaching, la recherche pour mieux définir et adapter nos approches et mettre à la disposition des parties prenantes des données fiables, le plaidoyer et lobbying pour influencer les processus décisionnels liés à la gouvernance des ressources naturelles au niveau national et international, et l'observation indépendante (OI) pour renforcer l'application des lois et contribuer à la gestion durable des ressources naturelles.

## I - RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

### A- RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES PARTIES PRENANTES

240 personnes soient 110 femmes et 130 hommes ont bénéficiés des formations organisées par l'association Forêts et Développement Rural (FODER). Ces formations, ont été orientées en destination des organisations de la société civile (OSC) partenaires au niveaux national et international, des leaders et observateurs communautaires impliqués dans la mise en œuvre des projets d'observation indépendante externe, des artisans de bambou et rotin, des comités paysans forêts, des personnels des administrations en charge de la gestion des ressources forestières et minières, ainsi que celles en charge de la justice. Les formations ont été dispensées dans le cadre des projets « Intégrer le suivi communautaire en temps réel pour maintenir les moyens de subsistance et les forêts en Afrique centrale et de l'Ouest » (RTM2), « Projet Mines Santé et Environnement » (Pro-

MESS) phase 2, « Voix des citoyens pour le changement » (CV4C) et « Inter-Africa Bamboo Smallholder Farmers Livelihood Development Programme » (Projet Bambou).

Les formations dispensées visaient entre autres à fournir des connaissances théories et pratiques aux groupes cibles de nos actions, en vue de contribuer entre autres à leur développement organisationnels, d'améliorer leurs compétences sur des nouvelles techniques et pratiques notamment en termes de montage des projets, transformation du bambou-rotin, de techniques de réhabilitation des sites miniers et utilisation responsable du mercure, investigation sur la fraude et la corruption dans le secteur minier, de plaidoyer communautaire, d'utilisation des nouvelles technologies pour les actions de dénonciations des cas d'explo-

tation forestière illégale des forêts ( application Collecteur 2.0 du système ForestLink<sup>2</sup>), d'élaboration d'un plan de communication interne...

La méthode pédagogique des formations dispensées au cours de l'année écoulée était centrée sur des exposés théoriques, des travaux de

groupe, des études de cas et des mises en situation sur le terrain. Des expériences des pays étrangers comme le Ghana (Formation sur la réhabilitation des sites miniers et l'utilisation responsable du mercure dans la mine artisanale et semi-mécanisé.

**Tableau 1 : Liste des formations organisées au cours de l'année 2019 et les résultats intermédiaires obtenus**

Formations organisées	Résultats intermédiaires de ces activités de formation
Projet CV4C	
Formation sur la prise en compte du genre dans le cycle de projet sur la gouvernance forestière	Au total Trente-deux (32) personnes dont 11 femmes et 21 hommes membres des OSC membres de la Plateforme Forêts et Communautés (PFC), de la coordination de l'observation indépendante externe (OIE) et des organisations de Peuples autochtones (PA) capable de prendre en compte du genre dans les différentes étapes du cycle du projet et de faire le suivi des impacts de la prise en compte.
Formation à l'efficacité personnelle, la gestion des performances et le leadership	18 personnels de FODER dont 13 hommes et 5 femmes capables de traiter avec une plus grande confiance tous les facteurs pouvant affecter positivement ou négativement leur efficacité.
Formation en conception des projets et rédaction de propositions à financement pour l'amélioration de la gouvernance forestière	25 personnes dont 10 femmes et 15 hommes représentants de 15 organisations membres de la Coordination de l'OIE y compris FODER et de 4 organisations partenaires de FODER dotés d'une plus grande capacité à concevoir des projets et à rédiger des propositions de projet, en utilisant une variété d'outils, y compris le cadre logique
Formation des personnels des OSC membres de la Coordination de l'OIE sur la communication et la visibilité	14 Personnels membres de la coordination de l'OIE dont 5 hommes et 09 femmes ont des prérequis sur la communication  Trois organisations ont pu créer leur compte sur des médias sociaux (PAPEL, OFERA, SUHE) et ont commencé à mettre en pratique les connaissances acquises au cours de la formation.  Un plan de communication de la RC-OIE disponible ;

Formation sur la méthodologie d'évaluation de la transparence dans le secteur forêt et environnement	10 personnels (dont 6 hommes et 4 femmes) de 6 organisations de la société civile en provenance du Gabon, de la RCA, de la RDC, du Cameroun et de la République du Congo ainsi qu'un personnel d'une institution publique disposent d'outils et d'aptitudes pour évaluer une ou plusieurs dimensions de la transparence dans le secteur forêt et/ou environnement. Ils comprennent et sont capables de planifier les étapes d'une évaluation de la transparence dans le secteur forêt et environnement.
Formation des CPF de l'Arrondissement d'Akom 2	40 personnes dont 12 femmes et 28 provenant de 14 CPF représentant 22 villages de l'arrondissement d'Akom 2 en mesure de réaliser efficacement leurs rôles et responsabilités dans le suivi de la gestion forestière et la défense de leurs droits et intérêts.
ProMESS 2	
Formation des formateurs sur la réhabilitation des sites miniers et l'utilisation responsable du mercure dans la mine artisanale et semi-mécanisée	32 personnes (dont 06 hommes et 26 femmes) constitués des personnels des administrations impliqués dans la gestion des mines et du personnel de FODER sont en mesure d'élaborer des plans de réhabilitation des sites miniers et ont connaissance des techniques développés par le Ghana pour réduire les effets du mercure sur l'environnement et la santé des artisans miniers
Formation des journalistes sur la légalité, la fraude et la corruption dans le secteur minier au Cameroun	12 personnes dont 08 hommes et 04 femmes des médias ont été formés sur la législation minière et les outils et méthodes de lutte contre la fraude et la corruption dans le secteur minier au Cameroun
Projet RTM2	
Formation des leaders communautaires, chefs traditionnels, membres des CPF au plaidoyer communautaire	112 membres des communautés dont 54 femmes disposent d'aptitude plaidoyer communautaire, et leurs communautés disposent chacune d'un de plaidoyer élaboré en vue de la prise en compte de leurs droits et la recherche de solutions aux problèmes qu'elles rencontrent en rapport avec l'exploitation forestière.
Formation des leaders communautaires, chefs traditionnels, membres des CPF à l'observation indépendante externe (OIE) et à l'usage du ForestLink	128 membres des communautés dont 56 femmes disposent d'aptitude sur les techniques de surveillance communautaire des forêts, de suivi des activités forestières

Projet Bambou	
Atelier de Formation a Akom 2 dans la région du Sud Cameroun sur la gestion participative du bambou par les communautés, sur la mise en réseau et le développement des entreprises de bambou et sur l'agroforesterie du bambou au Cameroun	<p>86 personnes dont 44 hommes et 42 femmes ont été formés sur la gestion participative du bambou par les communautés, sur la mise en réseau et le développement des entreprises de bambou et sur l'agroforesterie du bambou au Cameroun.</p> <p>160 femmes sensibilisées à la suite de la formation par OFERA bénéficiaire de la formation et informées sur les potentialités du bambou</p> <p>Création d'une section OFERA Bambou pour l'élaboration des mini projets de valorisation du bambou dans la région du Sud Cameroun. (Procès-verbal d'assemblée générale constitutive de l'OFERA pour la production, la transformation et la commercialisation du bambou de chine au Cameroun (OFERA-bambou).</p> <p>Participation à la foire de petites et moyennes entreprises organisées dans le département du Dja et Lobo pour présenter les produits en bambou ou une maisonnette en bambou et le stylo remporte un prix.</p>
Atelier de Formation à Dschang dans la région de l'Ouest Cameroun sur la gestion participative du bambou par les communautés, sur la mise en réseau et le développement des entreprises de bambou et sur l'agroforesterie du bambou au Cameroun	59 personnes dont 43 hommes et 16 femmes ont été formés sur la gestion participative du bambou par les communautés, sur la mise en réseau et le développement des entreprises de bambou et sur l'agroforesterie du bambou au Cameroun.
Atelier de Formation a Makak dans la région du Centre Cameroun sur la gestion participative du bambou par les communautés, sur la mise en réseau et le développement des entreprises de bambou et sur l'agroforesterie du bambou au Cameroun	62 personnes dont 45 hommes et 17 femmes ont été formés sur la gestion participative du bambou par les communautés, sur la mise en réseau et le développement des entreprises de bambou et sur l'agroforesterie du bambou au Cameroun.
Atelier de Formation à Yaoundé dans la région du Centre Cameroun sur la première transformation, le traitement et les différentes composantes du bambou de Chine au Cameroun	73 personnes dont 47 hommes et 26 femmes ont été formés sur la première transformation, le traitement et les différentes composantes du bambou de Chine au Cameroun.

## B - RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DU PERSONNEL DE FODER

Pour rendre les ressources humaines plus efficaces et ses aptitudes plus optimisant, l'association FODER, a au cours de l'année 2019 permis aux membres de son équipe de suivre des formations organisées par d'autres organisations partenaires. Ainsi, c'est un total dix (10) formations à laquelle le personnel de FODER a pris part. Les différentes formations étaient les suivantes :

- Formation à la création et la gestion des bases de données organisée par les organisations FLAG et EIA
- Flux financiers et illicites en Afrique (Formation organisée par le Réseau pour la Justice Fiscale Afrique (RJFA)/Académie International pour la Justice Fiscale (24 au 28 2019 Juin au Sénégal)
- La sélection des sujets d'Audit dans le secteur Minier (organisée par Cowater Sogema International/ Conseil Régional de Formation des Institutions Supérieures de Contrôle des Finances Publiques d'Afrique Francophone Subsaharienne (CREFIAP), Projet d'Amélioration de la Surveillance des Industries Extractives en Afrique Francophone (14-25 Janvier 2019 au Cameroun)
- Economie locale et développement sociale dans les industries extractives (artisanat minier et artisanat semi-mécanisé), (organisée par University of Queensland-Australie (11 Février-12 Avril 2019 en Australie et Ghana),
- Suivi physique des activités d'exploration et des

opérations de production minières, (Formation organisée par Cowater Sogema International/ Conseil Régional de Formation des Institutions Supérieures de Contrôle des Finances Publiques d'Afrique Francophone Subsaharienne (CREFIAP), Projet d'Amélioration de la Surveillance des Industries Extractives en Afrique Francophone (25-27 Novembre 2019 au Cameroun)

- Formation des coaches de l'observatoire des aires protégées et de la biodiversité en Afrique de l'Ouest et Afrique centrale tenue Du 20 au 31 Mai 2019 à l'ERAIFT de l'université de Kinshasa en République Démocratique du Congo. La formation portait sur l'Evaluation de l'efficacité de gestion des Aires protégées grâce à l'Outil IMET (Integrated Management Effectiveness Tools).
- Formation sur la recherche et l'investigation, organisée par Greenpeace du 12 au 15 Juillet 2019, à Ebolowa.

Formation en télépilote des drones et traitements photogrammétriques du 07 au 10 Novembre 2019 à Yaoundé organisé par le consortium GTE, Ingeo Projects, Smeg Consulting, GML, ABZ Monde Cartographie et NGomez Engineering (GISGAN)

Formation sur la gestion financière des subventions de l'UE facilitée AXIOM et organisée par CIDT et FLAG au bénéfice des partenaires du projet CV4C du 24 au 28 juin 2019 à Douala.

### La qualité introduite dans la gestion documentaire et matérielle de FODER

Dans le cadre du management de la qualité dans laquelle l'association est engagée depuis 2015, nous avons expérimenté en 2019 la méthode 5S dans la gestion de la maîtrise documentaire et du matériel au sein de FODER. Le personnel formé à la méthode 5S, a pu implémenter les exigences de la norme dans leurs différents bureaux de travail. Cette méthode a permis au personnel d'améliorer sa performance notamment par le biais de la -diminution du temps de recherche des documents ou du matériel. Grâce à cette approche, nous avons noté une amélioration de près de 50% dans la maîtrise de la gestion documentaire et du matériel au sein de l'organisation au cours de l'année écoulée. Le personnel s'est dit satisfait de cette amélioration de l'environnement du travail.



## L'ACCOMPAGNEMENT ET LE COACHING

**D**ans l'optique de contribuer à l'harmonisation des approches et de garantir la qualité de l'Observation Indépendante (OI) au Cameroun et dans les pays du Bassin du Congo,, FODER mène depuis l'année 2019 un vaste programme d'accompagnement et de renforcement des Organisations de la société civile (OSC) sur le management de la qualité. Au Cameroun, trois (3) OSC locales (CaBuRo , CADDE et SUHE ) ont été coachées en 2019, à la réalisation des missions d'OIE respectant les exigences de la qualité et les procédures du Système Normalisé d'Observation Indépendante Externe (SNOIE). Le coaching de ces organisations a permis d'augmenter de 4 à 5 le nombre d'OSC capables de réaliser les missions d'OIE suivant l'approche et les exigences de la qualité mis en place par le SNOIE de manière autonome tandis que deux OSC démontrent des progrès en matière de planification, de conduite et de rapportage des activités d'OIE de haute qualité.

<sup>4</sup>Capacity Building and Human Right Organisation

<sup>5</sup>Centre Africain pour le Développement Durable et l'environnement

<sup>6</sup>Association terre et ressource pour le développement durable.

Sur le plan national, l'approche coaching a également consisté à responsabiliser des OSC partenaires à la conduite des audits internes dans le cadre du SNOIE et d'accompagnement d'autres OSC locales. A l'issue de ce processus de responsabilisation, un (1) responsable d'une OSC membre du SNOIE (Henri MEVAH, Coordonnateur de PAP-EL) est désormais en mesure de réaliser des audits internes de la norme ISO 9001 :2015.

Au niveau international, deux (2) organisations ont bénéficié de notre accompagnement et coaching. Il s'agit des organisations Observatoire de la gouvernance forestière (OGF) en République Démocratique du Congo (RDC) et Comptoir Juridique Junior (CJJ), en République du Congo. OGF a été accompagné pour la mise en place d'un Système management de la qualité dans l'Observation indépendante mandatée (SMQ-OI). En fin d'année 2019, le Système était à mi-parcours de son développement avec 02 missions déjà réalisées se focalisant sur les activités telles que : i) le diagnostic de l'OSC partenaire suivant les exigences de la norme ISO 9001 ; ii) la consultation des Parties Prenantes et l'élaboration des drafts des documents du SMQ-OI. Ce coaching d'OGF a suscité l'intérêt des autres Parties prenantes impliquées dans la gestion des ressources naturelles en RDC de voir ce système en développement s'étendre dans d'autre secteur comme les mines.

Quant à l'organisation Comptoir Juridique Junior (CJJ) l'accompagnement visait la réplique et le mise en place du SNOIE-Congo en République du Congo. Le SNOIE-Congo est développé et est rentré dans sa phase de test en décembre 2019. Huit (08) OSC y sont impliquées. *Cette approche a reçu le soutien du Comité conjoint de mise en œuvre (CCMO) de l'APV-FLEGT qui recommande le développement*



*d'une stratégie de collaboration entre l'OIM et le SNOIE, en vue de renforcer la coordination entre les deux approches pour un meilleur renforcement du contrôle forestier.*

Par ailleurs, dans le cadre de la facilitation du droit d'accès des communautés locales et autochtones à la justice nous avons également apporté une assistance juridique et judiciaire aux victimes d'abus et violations divers des droits humains. A ce titre, 02 procédures sont pendantes devant les juridictions compétentes du Lom-et-Djérem, de la Kadéï et du Haut-Nyong pour des cas de violation des droits civils, économiques et sociaux dans le secteur minier et forestier. Aussi 02 affaires sont en phase de recherche de conciliation à travers la saisine d'institutions et d'autorités compétentes au niveau locale et national. De plus, des victimes de destruction des biens (bétail, cultures, etc.) ont été accompagnées dans différentes procédures non judiciaires en vue d'obtenir réparation des préjudices subis.

# 2

## LA RECHERCHE

**P**our mieux définir nos approches d'intervention mais aussi mieux informer et influencer les parties prenantes de la gouvernance des ressources naturelles aux niveaux national et international, des données et analyses objectives et vérifiables sont des atouts importants. Cette considération étant acquise, FODER a au cours de l'année écoulée réalisé ou fait réaliser plusieurs travaux de recherche. Celles-ci ont conduit au développement des méthodologies d'évaluation des indicateurs de gouvernance, l'élaboration et la publication des notes de position de la société civile et la production des notes de politique. Ainsi, trois (3) méthodologies d'évaluation dont une relative à l'évaluation de la transparence dans le secteur forêt, l'autre sur l'évaluation de la transparence dans le secteur environnement et une autre sur l'évaluation des pertes financières causées par la corruption dans le secteur forestier ont été élaborées. Chacune des deux premières méthodologies précise les dimensions de la transparence ainsi que les critères spécifiques d'évaluation. Toutes ces méthodologies d'évaluation ont été élaborées de manière participative avec les représentants des parties prenantes concernées. Des OSC partenaires nationaux et internationaux ont été par la suite formés à l'utilisation de ces méthodologies. A l'issue de la formation sept (07) organisations du Bassin du Congo (CED, FODER, FLAG, CIEDD, CAGDF, OGF et Brainforest) et institution publique (ONACC) sont désormais capables de conduire des évaluations sur une ou plusieurs dimensions de la transparence forestière et environnementale.

La méthodologie d'évaluation des pertes financières causées par la corruption dans le secteur forestier a été également élaborée de manière participative avec les différentes parties prenantes du secteur forestier à savoir l'administration forestière (02 personnes), l'administration des impôts (01 personne), la recherche (02 personnes) et le secteur privé (01 personne).



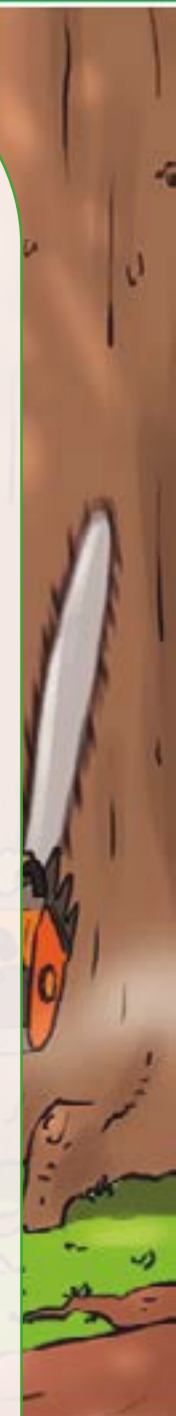
# 3

## LE PLAIDOYER ET LOBBYING

### Respect des obligations sociales externes des entreprises forestières

**N**os actions de plaidoyer et lobbying ont été menées tant sur le plan national, qu'international. Sur le plan national, notre approche consistait à soutenir les actions de plaidoyer communautaire. a été orientée vers l'appui et le renforcement des capacités des communautés au plaidoyer communautaire. L'appui de l'association Forêts et Développement Rural (FODER) a consisté à former les communautés au plaidoyer, notamment les étapes du processus ; de l'identification du problème à traiter à l'élaboration d'un plan de plaidoyer communautaire. A l'issue des séances de renforcement un plan de plaidoyer synthétisant les actions à mener, cibles, responsables, indicateurs de réalisation, était élaboré pour chaque communauté participante. Ainsi, à travers le projet « Intégrer le suivi communautaire en temps réel pour soutenir les moyens de subsistance des communautés et les forêts en Afrique Centrale et de l'Ouest » (Projet RTM2), FODER a accompagné les communautés bénéficiaires à travers leurs Leaders communautaires dans le suivi de la mise en œuvre des actions prévues dans les plans de plaidoyer élaborés par ces communautés. Environ 20 plans de plaidoyer communautaires ont été élaborés à la suite d'une formation pratique. Les 35 communautés participantes suivent la mise en œuvre des actions prévues dans leurs plans respectifs à travers des comités de suivi de ces plans de plaidoyer communautaire.

Avant qu'il ne soit trop tard et pour que les générations futures puissent aussi bénéficier des bienfaits de la forêt, Dénonçons l'exploitation forestière qui ne respecte pas les lois. Oui à la Légimité, Oui à la Vie!



Notre appui au cours de l'année 2019 aux communautés dans le processus de plaidoyer communautaire a permis entre autre, à sept (07) communautés de la région de l'Est de rentrer en possession d'environ 8,5 millions de FCFA des contributions pour la réalisation des obligations sociales par les entreprises forestières. Ces contributions, ont été reversées aux communautés pour le compte : des achats de médicaments, la réalisation d'environ 12 microprojets communautaires et la construction des hangars. Les communautés accompagnées dans ce processus sont celles des villages, Dioula, Koul, Tonkla, Ampel, Medjoh, Djaposten (Arrondissement du Dja), Baréko (Arrondissement de Messok) situés dans la région de l'Est Cameroun.

Ainsi, pour les trois premiers villages (Dioula, Koul, Tonkla), le principal problème à traiter était celui d'une faible réalisation des obligations sociales par l'entreprise forestière attributaire de l'UFA 10068. Cette dernière à la suite des actions communautaires a reversé aux populations une somme de 5 millions de FCFA lors d'une réunion présidée par le Sous-Préfet de l'arrondissement du Dja. A la réunion d'octroi de cette somme, les besoins des communautés et les microprojets y afférents, ont été identifiés par les populations et consignés dans un Procès-verbal. Les fonds destinés à la réalisation des dits projets sont à la disposition du Sous-Préfet

## Renforcement de l'application des sanctions dans le secteur forestier

**F**ODER FODER a facilité au cours de l'année écoulée la publication d'une note de position de la Coordination de l'OIE dont elle assure le Secrétariat. Cette note porte sur le renforcement du contrôle forestier à travers l'application effective des sanctions et a été transmise aux autorités compétentes du Ministère des Forêts et de la Faune ainsi qu'aux autres parties prenantes nationales et internationales du secteur forestier. L'on a pu observer après la publication de cette note de position, la prise des sanctions par le MINFOF à l'endroit

du Dja qui attend le moment opportun pour leur réalisation.

Au niveau des Comité Paysons-Forêts (CPF) du Dja Nord constitué des communautés d'Ampel, Medjoh et Djaposten, les actions de plaidoyer communautaire ont permis aux populations d'obtenir de l'attributaire de l'UFA 10040, en guise de réalisations sociales, des médicaments d'une valeur de 1,5 millions de francs CFA. Les médicaments ont été réceptionnés par le Sous-Préfet de l'arrondissement du Dja en date du 17 juillet 2019. A Baréko (Arrondissement de Messok), la société exploitant en sous-traitance la Forêt Communautaire (FC) CADIBA, a reversé à la communauté concernée une somme de 1 million de FCFA destinée à l'aménagement d'un point d'eau potable. En effet, lors d'une réunion de palabre tenue avec la communauté de Baréko, la société Bois Nation avait promis la construction de huit (08) hangars pour l'amélioration de l'habitat. Six (06) sur les huit (08) promises ont effectivement été construites. Les actions de plaidoyer menées par la communauté auprès de la société leur a permis d'obtenir 1 million de FCFA pour la construction des deux hangars restant. Les besoins prioritaires des communautés ayant évolués, elles souhaitent que cet argent serve plutôt à l'amélioration d'un point d'eau dans le village.

des responsables des activités forestières illégales (soit environ 2 ans après les dernières suspensions rendues publiques en fin 2016 et début 2017) ainsi que la suspension de certains titres d'exploitation forestière. Il est à espérer que cette dynamique dissuasive de l'administration forestière soit systématisée et s'étende à d'autres administrations sectorielles ayant des prérogatives en matière de contrôle et de répression des infractions dans la gestion des ressources naturelles

## Droits fonciers et moyens d'existence des communautés

Parmi les besoins relevés par les communautés et prévus dans les plans de plaidoyer, figurent l'agrandissement des zones agroforestières à proximité des espaces attribués pour l'exploitation forestière. Dans l'Arrondissement du Dja (Mindourou) le plaidoyer initié par les communautés locales d'Ampel et Djaposten depuis 2017 pour le recul des limites des UFA 10044 et 10047B a abouti en 2019, à une descente d'une équipe du Ministère des Forêts et de la Faune (MINFOF) dans le but de consulter les populations locales d'Ampel sur le besoin de recul des limites de ces UFA. Cette mission de l'administration forestière a aussi été l'occasion de suivre la mise en œuvre des plans d'aménagement de ces UFA. La mise en œuvre de ces plans fait également l'objet de plaidoyer pour le recul des limites des UFA 10037, 10036 et 10041 au village Eschiambor (Lomié).

Au rang des actions de plaidoyer communautaire menées pour solutionner le problème d'étroitesse des zones agroforestières, figurent deux réunions multipartites organisées et réalisées à Mindourou (juillet 2017) et Abong Mbang (Juillet 2019). A l'issue de la deuxième réunion multipartite, la société attributaire de l'UFA 10037 a engagé la mise en œuvre des recommandations. Cette entreprise a organisé elle-même, une réunion à Zoulabot 2 en date du 12 Août 2019 pour le recul des limites de leur UFA au niveau des villages Massen et Zoulabot.



L'entreprise a également permis à l'issue de discussions que l'on qualifierait de pacifiques, que la communauté d'Eschiambor empreinte les pistes créées pour l'exploitation afin de pouvoir accéder et évacuer le bois issu de la parcelle annuelle de la Forêt communautaire ZIENGUA MILEME située à proximité de l'UFA 10037. Elle a aussi entrepris la rectification du layon de délimitation séparant l'UFA 10037 de la FC ZIENGUA MILEME.

## Partage des bénéfices forestiers

A Eboumetoum (arrondissement de Messamena) situé dans la région de l'Est, le plaidoyer engagé vise à faire reconnaître par les autorités administratives la riveraineté du village à la Forêt communale Mindourou-Messamena (FCM2). L'objectif étant de montrer aux autorités locales qu'Eboumetoum devrait bénéficier des 30% issus de l'exploitation de cette Forêt communale. En effet, pour l'assiette annuelle de 2018 de cette Forêt Communale, Eboumetoum n'était pas considérée comme village riverain

dans les documents officiels. Pourtant, le village est situé à moins 10 Km de Forêt communale. Pour démontrer leur riveraineté, FODER a appuyé les communautés à la réalisation d'une carte de localisation de la communauté d'Eboumetoum par rapport à la Forêt communale. La communauté envisage joindre ladite carte à la requête rédigée à cet effet afin de compléter le dossier de plaidoyer à transmettre au Maire de Messamena et au Préfet du département du Haut-Nyong. Les comités de plaidoyer des autres

<sup>7</sup> Ces actions ont consisté à la sensibilisation des communautés des villages de Nkoul, Tonkla, Dioula sur leur rôle et responsabilité dans la gestion des forêts par les membres du comité du plaidoyer mis en place ; l'élaboration d'un plan de plaidoyer communautaire, la tenue d'une réunion entre la communauté de Djaposten et la société COFA, présidée par le Sous-Préfet du Dja

villages de Somalomo dans la région de l'Est (Massea-Nkoulkoua) et du Sud (village Engong) sont accompagnés par FODER pour l'élaboration et le suivi de la réalisation de microprojets devant permettre de bénéficier des revenus issus de l'exploitation forestière (notamment la Redevance forestière annuelle)

Sur le plan international, nos actions de plaidoyer ont été faites par le biais des participations aux rencontres stratégiques au niveau national et international. Ainsi, un voyage de plaidoyer et d'influence des parties prenantes Européennes sur la gouvernance forestière a été organisé. Au cours de ce voyage, plus d'une vingtaine de parties prenantes

Européennes et du Bassin du Congo rencontrées dont 2 Parlementaires, 2 autorités compétentes, 10 organisations de la société civile, 5 institutions de la coopération technique et financière des pays Européens, 3 responsables de la commission Européenne ont été rencontrés. Des discussions sur la place des forêts dans le plan d'action 2018 -2022 de l'Union Européenne (UE), le rôle des OSC et la place de la gouvernance forestière dans les Contributions déterminées Nationales (CDN) des pays du Bassin du Congo ont été faites. Notre participation au Sommet Climate Chance 2019, a permis à ce que nos actions présentes et futures de FODER enrichies des expériences des pays de l'Afrique de l'Ouest en matière de lutte contre les changements climatiques.

## Réalisations sociales et compensations dans les communautés minières

Dans le secteur de la mine artisanale et semi-mécanisée, les actions de plaidoyer menées par les membres des Comités de Veille Citoyenne (CVC) auprès des acteurs étatiques et des opérateurs du secteur privé ont favorisé une meilleure prise en compte des droits et intérêts des communautés. Ces actions ont permis entre autres : l'aménagement d'un stade football et la construction d'une école primaire par une société minière à Ngoe Ngoe (Ngoura) ; l'indemnisation d'un artisan minier (MOUSSA WAKASSO) à hauteur de 200 000 FCFA par l'entreprise SOUTHLAND MINING à WAKASSO suite à la destruction des biens et l'utilisation de l'espace de l'artisan ; la prise en charge d'un employé accidenté (amputé) et abandonné par l'employeur. Les actions de plaidoyer menées à la suite de l'accident ont conduit à la prise en charge des soins de la victime par l'employeur et la mise en branle des modalités de dédommagement ; la suspension par le Préfet de Boumba et Ngoko d'un comité illégitime de gestion des revenus issus de l'exploitation forestière des villages (Ngoundi 1, Sambo Ngoundi 2 et Lambo) installé à Gari-Gombo.

Sur le plan international, FODER a produit une note de politique sur les défis majeurs du secteur forestier au Cameroun. La note a été partagée au cours de la tournée de plaidoyer auprès des acteurs Européens du secteur forestier organisée par le projet CV4C en septembre 2019. Plus d'une centaine de parties prenantes nationales et internationales du



secteur forestier ont été informées des défis majeurs du secteur forestier au Cameroun. Il s'agit notamment des organisations de la société civile, des autorités compétentes des pays membres de l'UE dans le cadre du Règlement bois de l'Union Européenne (RBUE), les parlementaires Européens. Les principaux défis relevés étant : le déclassement des forêts du domaine forestier permanent (DFP) au profit de l'agro-industrie, la persistance de l'exploitation forestière illégale, la révision des grilles de légalités, l'effectivité du cadre d'action conjoint d'un cacao sans déforestation au Cameroun. Nous avons obtenu à l'issue de la tournée de plaidoyer, l'engagement des députés du Parlement Européen d'utiliser les informations de la note pour influencer les politiques de l'UE en matière de déforestation.



## L'observation indépendante

Dans l'optique de poursuivre notre contribution à l'application de la loi, nous avons en 2019 accentué nos actions en matière de surveillance de la gestion des ressources naturelles. Cette surveillance, est menée depuis 2015 via les procédures du Système Normalisé d'Observation Indépendante Externe (SNOIE), certifié ISO 9001 :2015. Ainsi, grâce à l'appui financier des projets CV4C, RTM2 et Relai OI, le système a pu réaliser 18 missions d'Observation indépendante externe. Portant ainsi le nombre de missions réalisées dans le cadre du SNOIE depuis 2015, à 78 missions. Les dénonciations d'exploitation forestière illégale via le SNOIE en 2019, ont permis au gouvernement du Cameroun de recouvrer un montant de 15 765 950 FCFA au titre de la vente aux enchères des bois saisis et des amendes. Ceci, par le biais des ventes aux enchères publique de bois de grumes d'essences diverses saisis.

Dans l'optique de poursuivre, il faut relever que cette contribution du SNOIE aux recettes forestières en 2019 permet d'augmenter le niveau de contribution financière du SNOIE auxdites recettes depuis 2016 à plus de 72,5 millions de FCFA.

Les VEP et amendes concernées ont eu lieu à la suite de missions de contrôle forestier déclenchées par cinq (05) rapports de dénonciations transmis au MINFOF par la Coordination du SNOIE. Soient 02 rapports transmis en 2016, 01 en 2018 et 02 en 2019.

Les irrégularités forestières dénoncées ont été observées dans les villages Logbii (Arrondissement de Ngwei, Département de la Sanaga Maritime, Région du Littoral), Bandevouri (Arrondissement de Lokoundjé, Département de l'Océan, Région du Sud), Ngoum, Ina, Manja, Wassaba, Oue et leurs environs (Arrondissements de Ngambé Tikar et de Yoko, Département du Mbam et Kim, Région du Centre), BIFA'A et environs (Arrondissement de Niété, Département de l'Océan, Région du Sud). L'Etat devrait ainsi pouvoir recouvrer un montant d'environ 61 million de FCFA pour un volume d'environ 1612,528 mètre cube de bois.

Les ventes aux enchères publiques de bois illégalement coupés concernent les essences tels que : le Padouk (*Pterocarpus soyauxii*); le Tali (*Erythrophloeum ivorense*), l'Azobé (*Lophira alata*), le Fraké (*Terminalia superba*), l'Ilomba (*Pycnanthus angolensis*), l'Acajou/Ngollon (*Khaya ivorensis*) ; l'Aiélé (*Canarium schweinfurthii*); le Pachy encore appelé Doussier blanc (*Azelia pachyloba*); le Nkanang/Lotofa (*Sterculia rhinopetala*); l'Iroko (*Milicia excelsa*); l'Ayous (*Triplochiton scleroxylon*); l'Onzabili (*Antrocaryon klaineianum*), l'Eyong (*Eriobroma oblongum*)

Outre les VEP et amendes pécuniaires infligées



aux exploitants illégaux, les rapports SNOIE ont déclenché des missions de contrôle par les différentes Brigades de contrôle du MINFOF. Ainsi, sur les 18 rapports d'OIE soumis au Ministère des Forêts et de la Faune (MINFOF) en 2019, trois (03) missions de contrôle ont été réalisées et celles-ci ont conduit à la saisie de bois et matériels, l'ouverture de contentieux à l'encontre des entreprises incriminées et des suspensions de titres. Ainsi, trois (03) contentieux ont été ouverts à l'encontre de la Société des Bois Africains du Cameroun (SBAC), à la Société Africaine des Bois de l'Est (SABE) et à la Société Forestière Bouraka (SFB). Ces entreprises ont été reconnues par le MINFOF, coupables d'exploitation forestière illégale dans le domaine forestier national et dans les titres attribués dans quatre régions forestières. En plus de ces contentieux, quatre (04) missions conjointes (OSC-SNOIE & MINFOF) ont été organisées. Ces missions conjointes ont abouti directement aux opérations saisies de bois par les chefs de poste forestiers et chasse des zones concernées par la mission, l'élaboration des PV de saisie et des PV d'audition, la notification de saisi, et des lettres de convocation des auteurs des infractions. Ces missions conjointes ont contribué à renforcer la collaboration avec le MINFOF dans le cadre du suivi indépendant des activités forestières.

Les rapports de dénonciations ont également permis d'obtenir la suspension de deux entreprises forestières. En effet, les entreprises forestières Société Bois Africains du Cameroun (SBAC) et la Société Forestière de Bouraka (SFB) sont suspendues de toute activité d'exploitation forestière, depuis le 07 novembre 2019 par le Ministère des Forêts et de la Faune (MINFOF). Ces deux entreprises sont respectivement attributaires des concessions forestières l'UFA 10050 située aux environs des villages Massea, Nkoulkoua et Londjap, dans l'Arrondissement de Somalomo, Département du Haut-Nyong, Région de l'Est-Cameroun et de l'UFA 08006, situé à Yoko, dans le département du Mbam et Kim, région du Centre. Selon la décision n°1367/D/MINFOF/CAB 07 novembre 2019 portant suspension des activités d'exploitation d'une forêt domaniale, la SBAC a été reconnue coupable pour exploitation au-delà des limites de la concession forestière et de non-respect des normes techniques d'exploitation.

Et, quant à la décision n°1289/D/MINFOF/CAB du 31 octobre 2019 portant suspension des activités dans une forêt domaniale, la SFB a été reconnue coupable pour exploitation dans une forêt domaniale, au-delà des limites de l'assiette de coupe délimitée (AAC 3-2).

Les missions d'OIE du SNOIE ont été réalisées par FODER (06 missions) et ses organisations partenaires utilisant le SNOIE pour mener leurs activités d'OI. Il s'agit donc des organisations ECODEV (04 missions), CEDLA (03 missions), PAPEL (05 missions). Le développement, le déploiement du SNOIE certifié au Cameroun et son extension en République du Congo et en République Démocratique Congo (RDC), ont été réalisés dans le cadre de la mise en œuvre des projets qui bénéficient de l'appui financier de l'Union Européenne (UE), de la FAO à travers son programme FAO UE FLEGT, du Department for International Development (DFID), de Rain-



forest Foundation UK (RFUK), du Centre for International Development and Training (CIDT) (CIDT) et ses partenaires.

Pour ce qui est du secteur minier, dans le cadre de la collaboration avec l'administration en charge de la gestion des ressources minières FODER a été associé à une mission de contrôle des sociétés impliquées dans la semi-mécanisation. La mission réalisée dans les arrondissements de Ngoura et Bétéra-oya avec la Délégation Départementale du Lom et Djérem a permis une meilleure collaboration entre FODER et l'administration des mines dans la traque des opérateurs illégaux dans les sites d'exploitation. A ce titre 06 entreprises illégales en activités sur le terrain ont été scellées ; ce qui a conduit ces dernières à se rapprocher des autorités compétentes en vue de leur légalisation.



**Tableau 3 : récapitulatif de quelques rapports de dénonciations ayant suscité l'émission d'avis d'appel d'offre de vente aux enchères publique des bois saisis et des amendes (2016-2019)**

Liens des rapports d'OIE ayant contribué aux sanctions pécuniaires et aux recettes forestières	Auteurs du rapport d'OI	Année de rédaction du rapport	Auteurs des infractions	Montant à collecter par le MINFOF (en FCFA)	Amendes <sup>10</sup>
				<b>Ventes aux enchères<sup>9</sup></b>	
<a href="https://oiecameroun.org/images/documents/rapports/cedla_rapport%20oie%201%20bandevouri.pdf">https://oiecameroun.org/images/documents/rapports/cedla_rapport%20oie%201%20bandevouri.pdf</a>	CeDLA	2016	Société forestière Bois du Cameroun (BODUCAM)	5. 287. 613	
<a href="http://oiecameroun.org/images/rapports/Rapport_de_mission_de_verification_effectuee_dans_le_village_Logbii.pdf">http://oiecameroun.org/images/rapports/Rapport_de_mission_de_verification_effectuee_dans_le_village_Logbii.pdf</a>	FODER	2016	BIBEHE Martin	40 000 000	
<a href="https://oiecameroun.org/images/documents/rapports/Rapport_mission_OIE_Ngambe_Tikar_Yoko.pdf">https://oiecameroun.org/images/documents/rapports/Rapport_mission_OIE_Ngambe_Tikar_Yoko.pdf</a>	FODER	2018	Etablissement Mgbatou Pierre et Scierie du Mbam et Kim	10 680 650	
<a href="https://oiecameroun.org/images/documents/012_RO-SNOIE_CeDLA_Bifaa_052019_VF.pdf">https://oiecameroun.org/images/documents/012_RO-SNOIE_CeDLA_Bifaa_052019_VF.pdf</a>	CeDLA	2019		4 280 225	
<a href="https://oiecameroun.org/images/rapports/Rapport_de_mission_d_observation_des_allegations_d_exploitation_forestieres_illegales_dans_les_villages_Ngwei1_Mapoubi_Logbi_Ebombe_lkonde_Logbama_et_Songmbock.pdf">https://oiecameroun.org/images/rapports/Rapport_de_mission_d_observation_des_allegations_d_exploitation_forestieres_illegales_dans_les_villages_Ngwei1_Mapoubi_Logbi_Ebombe_lkonde_Logbama_et_Songmbock.pdf</a>	FODER	2017	Eloungou Toua		1 000 000
<a href="https://oiecameroun.org/index.php/8-actualites/103-un-contentieux-ouvert-a-l-encontre-d-une-societe-forestiere-pour-exploitation-hors-des-limites">https://oiecameroun.org/index.php/8-actualites/103-un-contentieux-ouvert-a-l-encontre-d-une-societe-forestiere-pour-exploitation-hors-des-limites</a>	FODER	2018	Vera Forestière		3 000 000
<a href="https://oiecameroun.org/images/rapports/Rapport_de_mission_cas_presumes_d_activites_d_exploitation_et_de_gestion_forestiere_illegale_dans_le_village_Mboumo_et_ses_environs.pdf">https://oiecameroun.org/images/rapports/Rapport_de_mission_cas_presumes_d_activites_d_exploitation_et_de_gestion_forestiere_illegale_dans_le_village_Mboumo_et_ses_environs.pdf</a>	PAPEL	2016	Oye et Compagnie		7 500 000
<b>Total Ventes aux enchères et amendes</b>				<b>72,5 million de FCFA</b>	

1. [https://oiecameroun.org/images/documents/VENTES\\_AUX\\_ENCHERES\\_PUBLIQUES\\_DE\\_BOIS\\_SAISIS\\_092019.pdf](https://oiecameroun.org/images/documents/VENTES_AUX_ENCHERES_PUBLIQUES_DE_BOIS_SAISIS_092019.pdf)  
 2. <https://oiecameroun.org/index.php/sommier-des-infractions>

## Le Système Normalisé d'Observation Indépendante Externe conserve son certificat ISO 9001 : 2015

Le certificat ISO 9001 : 2015, du Système Normalisé d'Observation Indépendante Externe (SNOIE) renouvelé. En effet, le premier audit de surveillance de ce système réalisé au mois de mai 2019, s'est révélé concluant. Cet audit concluant, permet ainsi à la Coordination du SNOIE, de conserver son certificat ISO 9001 : 2015 obtenu il y a un an (avril 2018). Des opportunités d'amélioration de cette approche d'OIE dont le développement est fondé sur les exigences sur la norme ISO, ont été proposées à l'issue de l'audit de surveillance. Cet audit a été réalisé par le cabinet Interface NRM Ltd, avec l'appui financier du projet « Voix des citoyens pour le changement : Observation forestière dans le Bassin du Congo (Projet CV4C) »,

Ce renouvellement du certificat qualité du SNOIE, a été possible grâce à l'intervention remarquable et professionnelle de toutes les organisations partenaires (qui ont adopté le SNOIE comme approche pour le déploiement de leur activité d'Observation Indépendante Externe (OI). Il s'agit des organisations telles que PAPEL (Programme d'Appui à l'Élevage et à la Préservation de la Biodiversité), CeDLA (Centre pour le Développement Local et Alternatif) qui officient respectivement à l'Est et dans l'Océan, ECODEV (Ecosystèmes et Développement) intervenant dans le Mbam et Kim, région du Centre. SUHE (Terre et vie pour le développement durable), une organisation à base communautaire (OBC), basée dans la Sanaga Maritime, qui contribue aux dénonciations mises à la disposition du MINFOF à travers le Suivi communautaire des forêts en temps réel (STR). Transparency International-Cameroon (TI-C), l'organisation lobbyiste du SNOIE, qui joue de son influence pour que des actions soient entreprises par le MINFOF à la suite des dénonciations transmises.

## Incitations communautaires

Dans l'optique d'augmenter l'engagement des communautés dans la lutte contre l'exploitation forestière illégale (EFI), l'association Forêts et Développement Rural (FODER) initie depuis 2018 des incitations communautaires. En 2019, cette approche a été également aux cœurs de nos interventions. Ainsi, dans le cadre du projet « Intégrer le suivi communautaire en temps réel pour soutenir les moyens de subsistance et les forêts en Afrique Centrale et de l'Ouest » (RTM 2), les communautés des zones d'intervention du projet ont bénéficié des équipements solaires. Ainsi, il a été remis au cours de l'année écoulée trois (03) groupes électrogènes dans les communautés d'Oboul1 (Abong-Mbang) et Eboumetoum (Messamena) à l'Est et un à OFERA qui est une organisation des femmes basée à Akom2 dans le Sud. Trois (03) plaques solaires ont été remises respectivement au centre de santé intégré de Kong dans la région du Centre, aux communautés Somalomo (Messamena) et Koungoulou (Lomié) dans la région de l'Est. Vingt-cinq (25) lampes solaires ont été remises aux observateurs et leaders communautaires dans les villages cibles. Ces équipements ont contribué ainsi à améliorer l'accès à l'énergie électrique en milieu rural, leur permettant ainsi de mieux participer à la surveillance des forêts car les équipements offerts leur ont facilité la charge des batteries de téléphones mis à leur disposition afin de leur permettre de faire des dénonciations en temps réel via la plateforme Collecteur, suivre la mise en œuvre des actions des plans de plaidoyer communautaire.

On a pu aussi observer durant les périodes ayant suivi l'octroi des équipements d'éclairage, une augmentation du nombre d'hospitalisation et la réduction des soins sanitaires à domicile dans le village Kong (Arrondissement de Ngambé-Tikar). Par ailleurs, il a également été relevé un plus grand engagement des communautés dans la lutte contre l'exploitation forestière illégales à travers l'accroissement du nombre des alertes collectées et transmises sur la plateforme ForestLink Cameroun. En 2019 nous avons obtenu 231 alertes

# B. BIODIVERSITÉ ET ENVIRONNEMENT



Nos actions en 2019, ont permis d'influencer les attitudes des communautés envers l'environnement et les discussions internationales en lien avec la conservation de la biodiversité. En effet, dans le secteur minier sur le plan national, les actions de sensibilisation orientées vers les artisans miniers ont permis d'obtenir la fermeture des trous miniers ouverts après exploitation. A Longa Mali, village situé dans la région de l'Est, le Chef de Village influencé par nos sensibilisations a instruit les artisans miniers exploitants dans sa zone de compétence de procéder aux fermetures des trous. Jusqu'à la fin de l'année 2019, environ 40 artisans miniers ont adhéré à l'idée de refermer les trous et s'activent à les refermer progressivement de manière artisanale après exploitation. Ces activités ont contribué à la protection de l'environnement et ont conforté le droit à un environnement sain des communautés riveraines de ces sites d'exploitation minière. La formation aux techniques de réhabilitation des chantiers miniers dispensés en 2019 aux personnels des administrations en charge de la gestion des ressources minières, devraient permettre

qu'en 2020 des actions en lien avec la préservation de l'environnement après exploitation minière soient engagées.

Sur le plan international, FODER par le biais de sa participation au Forum Régional de la Conservation en Afrique Centrale et de l'Ouest tenu à Bissau et ayant pour thème : « Conserver la nature pour la paix, la sécurité et le développement économique durable en Afrique centrale et occidentale », a pu influencer les discussions sur les solutions pour mieux adresser les enjeux et défis de la conservation de la biodiversité et du changement climatique. Les solutions envisagées portent sur le changement dans les politiques, la prise par les Etats d'engagements forts pour assurer que la nature soit une question centrale permettant de trouver des solutions au climat à l'occasion de la 15ème Conférence des parties (CoP 15) à la convention sur la biodiversité entre autres. En 2019, la Présidence du CREMACO a été confié FODER.

<sup>12</sup>La fermeture desdits trous ne respecte pas les normes en la matière. Cependant, les artisans comblent les trous avec la terre issue des anciens trous sans que l'on puisse attester de la stabilité des trous refermés.

# C. Entreprenariat Rural

Promouvoir et assister les communautés locales de nos zones d'intervention dans le développement et la mise en œuvre des activités génératrices de revenus (AGR) a été l'un de nos objectifs majeurs au cours de l'année 2019. Ainsi, dans le cadre de la mise en œuvre des projets RTM2 et ProMESS phase 2, notre assistance à l'entreprenariat rural des communautés s'est faite par le biais d'octroi des matériels ou équipements de travail et des actions de sensibilisation. Ainsi, dans le cadre du projet RTM 2 il a été octroyé de neuf (09) portes tout à cinq (5) communautés de la région de l'Est et deux associations de femmes rurales dans les régions du Sud et du Centre. Ainsi donc, cinq (05) portes tous ont été remis aux communautés de Ndem 2, Djira, Abanga (Batouri), Djouyaya (Mindourou/Dja) et Koungoulou (Lomié) dans l'Est Cameroun. L'association des femmes OFERA (Arrondissement d'Akom2) dans le Sud a bénéficié de deux (02) portes tout de même que l'association des femmes du village Kong (Arrondissement de Ngambé-Tikar) dans le Centre. Cette dotation de neuf (09) portes tout a permis ainsi de faciliter le transport des produits agricoles des femmes qui sont habituellement responsables de l'approvisionnement de la famille en eau, bois de chauffe en milieu rural. Dans le but d'améliorer les revenus de l'association des Femmes Rurales d'Akom 2 (OFERA),



le projet RTM 2 a facilité l'obtention et la mise à disposition de femmes, de mille (1000) boutures de manioc sélectionnées en provenance de l'Institut de Recherche en Agronomie pour le Développement (IRAD). Cinq (05) champs expérimentaux ont été développés afin de tester cette variété de manioc nouvellement produite par l'IRAD. Une fois la commercialisation de cette variété de manioc à la production deux à trois fois supérieure à la variété classique réalisée, FODER est convaincue que, les conditions de vies des femmes ayant bénéficiés seront considérablement améliorées.

Concernant les actions de sensibilisation, elles ont été orientées vers les artisans miniers. Cette action s'inscrivait dans le cadre de l'accompagnement et la structuration des coopératives minières. Depuis la reprise du projet, au moins 120 séances de sensibilisation ont été donc organisées en direction des artisans dans l'optique de leur présenter l'importance pour eux de s'organiser en coopératives minières. Au moins 1000 artisans miniers et agriculteurs constitués de jeunes, hommes et femmes ont été touchés par ces séances de sensibilisation. Ces artisans miniers et agriculteurs étaient issus des villages Gbanam, Kombolaka, Fell, Wakasso, Secrétaire, Bindiba, Longa-mali, Mbang-Bel, Gbengoubou, Bohanto (15), Woumbou Ngoe Ngoe, Kolomine, Ngoura, Samba, Mball, Tikondi, Pater, Ndem 2, Kambélé, Mboy-Ampaya, Nyabonda, Ngoundi 1 et 2, Gari gombo, Botoundou-Ouessou. Au terme de la sensibilisation, les artisans miniers et agriculteurs des communautés de Gbamam, Kombolaka, Mboy, Ampaya, Botoundou-Ouessou se sont organisés en coopératives. A ce jour, on note que certaines de ces organisations se démarquent à l'exemple de l'association des Femmes Dynamiques de Gbanam qui a réussi à épargner un montant de Cinq cent quatre-vingt-dix-sept mille neuf cent franc CFA (597900 FCFA) au titre des cotisations mensuelles permettant des appuis divers aux membres. Cette épargne a permis à l'association de soutenir les membres en difficultés notamment les cas de maladie Cette association de femmes artisanes, en cours de formalisation en coopérative compte à ce jour, vingt-huit (28) membres dont vingt-quatre (24) femmes et quatre (4) hommes



tous engagés pour l'amélioration de leurs conditions de vie grâce aux coopératives minières.

En plus de la sensibilisation, FODER a mené en 2019 un diagnostic fonctionnel et structurel des coopératives existantes dans ses zones d'intervention. Au terme de chaque diagnostic réalisé, un plan de redressement était proposé à chaque coopérative impliquée. Le diagnostic a permis de relever que, cinq (05) coopératives dont une (01) à Yokadouma ; une (01) à Gari-Gombo, trois (03) à Ngoura et deux (02) à Bétaré-Oya sont fonctionnelles avec des membres à jour. Ces derniers ont pu créer deux hectares de maïs à Bohanto. Les perspectives en 2020 sont entre autres d'améliorer la gestion et le fonctionnement de ces coopératives par le biais des formations qui seront dispensées aux membres. L'objectif étant de les organiser et structurer pour la défense de leurs droits et l'amélioration de leurs conditions de vie grâce à leurs activités.



## ACTIONS DE COMMUNICATION

L'année 2019 a été dynamique sur le plan de la communication et de la visibilité au sein de l'association Forêts et Développement Rural (FODER). Ainsi, dans l'optique de communiquer avec ses parties prenantes, FODER a eu recours à des méthodes très diverses et innovantes. Nos actions de communication se sont entre autres traduits par la vulgarisation des actions et résultats de FODER, la valorisation des projets mise en œuvre par notre organisation, la sensibilisation du grand public à l'action concrète de notre organisation pour la gestion durable des ressources naturelles pour qu'il prenne conscience de leur valeur ajoutée, l'information et l'accompagnement des bénéficiaires dans leurs démarches de communication et de valorisation de leurs projets.

## RELATION PRESSE

Les actions d'information sur les enjeux de la bonne gouvernance des ressources naturelles ont été maintenues courantes l'année 2019. Pour atteindre cet objectif, nous avons travaillé à fidéliser un groupe d'hommes et de femmes de médias capables de sensibiliser le public sur les questions en lien avec la gestion des ressources naturelles ou encore à alerter les pouvoirs publics sur les urgences de respecter les droits des communautés dans le processus de partage des bénéfices. Ainsi, pour le compte de l'année 2019, plus de 100 articles de presse ont été produits et diffusés par les journalistes et médias nationaux et internationaux grâce aux informations mises à leur disposition par FODER. Notre équipe, constitué d'experts dans leurs domaines respectifs ont été mis à la disposition des médias pour éclairer le grand public. Dans le cadre de ses actions dans le secteur minier, FODER a apporté un appui technique et logistique et accompagné des journalistes internationaux (02 au total) dans les sites d'exploitation minière pour la collecte des informations et contribué ainsi à l'accès à l'information et la sensibilisation des parties prenantes impliquées dans le secteur.

## RESEAUX SOCIAUX

La valorisation des résultats et projets mise en œuvre par l'association FODER a été renforcée au cours de l'année écoulée à travers la réalisation et la diffusion de supports multimédias pour le web et les réseaux sociaux. Ainsi, les comptes Facebook, Twitter et LinkedIn destinés à informer sur les actions et résultats de nos actions, regroupaient fin décembre **plus de 4000** abonnés. Ainsi, au cours de l'année écoulée les 74 publications twitter ont permis d'obtenir 50090 impressions, les 63 publications faites sur facebook ont quant-à eux permis de toucher 110 052 Personnes. Concernant, LinkedIn nous avons pu réaliser 66 publications pour 7511 impressions.

## SITES INTERNET

Outil fondamental pour la communication et la diffusion d'informations concernant les actions menées par l'organisation à temps réel, notre site web ([www.forest4dev.org](http://www.forest4dev.org)) a fait peau neuf en 2019. Il a été repensé avec un design plus sobre, une ergonomie et une arborescence plus claire. Une accessibilité aux rubriques, sous-rubriques, rapports et facilité de la navigation et des recherches. Grâce à sa mise à jour régulière, le site internet a enregistré au cours de l'année 2019, **1473054 visiteurs**. Outre les pages consacrées à l'Organisation, à son fonctionnement et à ses activités, notre site Web fournit des informations professionnelles sur la gouvernance forestière et minière. Des liens vers d'autres sites professionnels et sources relatives aux décisions prises par l'administration sur diverses questions forestières ou minières sont également proposées. Pour cette année, un total de 29 articles relatifs à la vulgarisation des actions de FODER ont été publiés et ces articles ont permis de toucher plus de 60 000 personnes. En plus du site internet de notre organisation, en tant que secrétariat technique de la coordination de l'OIE nous avons poursuivi l'animation du site de l'OIE du Cameroun ([www.oiecameroun.org](http://www.oiecameroun.org)). Le site relooké en 2018, a permis de publier un total de 19 articles qui a pu être lus par 4267 personnes. Le site de l'OIE comptait au 31 décembre 2019, **106676** visiteurs. .



## CENTRE DE DOCUMENTATION A FODER

Dans l'optique de fournir aux acteurs impliqués dans le processus de gestion des ressources naturelles de la documentation, Forêts et Développement Rural (FODER) a mis en place en 2019 un centre de référence documentaire sur la gouvernance des ressources naturelles. Le centre est ouvert à tous, particulièrement aux étudiants et chercheurs. Un onglet « bibliothèque » a été créé sur le site internet de FODER pour faciliter l'accès aux documents sur les ressources naturelles présents au Centre. Au cours de l'année une dizaine d'étudiants et de chercheurs ont eu accès au centre de documentation.



## REVUE DES ACTIONS DE COMMUNICATION SUR L'OIE

Dans le cadre des actions de communication réalisées dans le cadre du déploiement du Système normalisé d'Observation Indépendante Externe (SNOIE), l'année 2019 a été l'organisation pour FODER d'évaluer le niveau d'accès aux informations sur l'OIE et la qualité des informations sur l'OIE diffusées aux bénéficiaires des résultats de nos actions d'OIE et des partenaires. Ainsi, une revue des actions de communication et de visibilité des informations issues de l'OIE générées par FODER dans le cadre du SNOIE a été réalisée. L'enquête a été réalisée sur un échantillon de 128 personnes représentant les différents groupes d'acteurs au niveau national et international. La revue a permis d'évaluer l'impact des actions de communication par rapport aux objectifs fixés. Les résultats et recommandations de cette enquête nous permettront en 2020 de réajuster nos actions de communication.

## APPUI AUX ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE NATIONALES ET LOCALES

Nos partenaires locaux ont souvent besoin de structurer leurs activités et au sein de l'association Forêts et Développement Rural (FODER), nous mettons tout en œuvre pour les aider à développer d'autres compétences. Dans le domaine de la communication, l'un des moyens utilisés cette année écoulée a été le renforcement des capacités. Ainsi, 14 Organisations de la société civile, membres de la Coordination de l'OIE ont pu bénéficier des appuis et accompagnements divers pour améliorer leurs activités de communication. Les partenaires locaux tels que OFERA, ECODEV et PAPEL, ont à la suite de nos appuis développé des supports de communication dont ils animent.

## NOS PUBLICATIONS EN 2019

En 2019, l'association Forêts et Développement Rural (FODER) a produit un total de trente-sept (37) publications en vue de capitaliser l'expérience acquise et de partager ses expériences avec les autres acteurs du secteur et de valoriser les résultats de nos actions. Ces publications ont été entre autres, des notes d'information (06) et des rapports d'études (07), des vidéos (03). Des rapports des missions d'observation indépendante externe (OIE) ont été également produits à travers l'approche du Système Normalisé d'Observation Indépendante Externe (SNOIE). En fin décembre 2019, c'est un total de seize (18) rapports d'OIE, cinq (05) synthèses des rapports d'OI qui ont été produits et publiés sur le site internet de l'OIE ([www.oiecameroun.org](http://www.oiecameroun.org)).

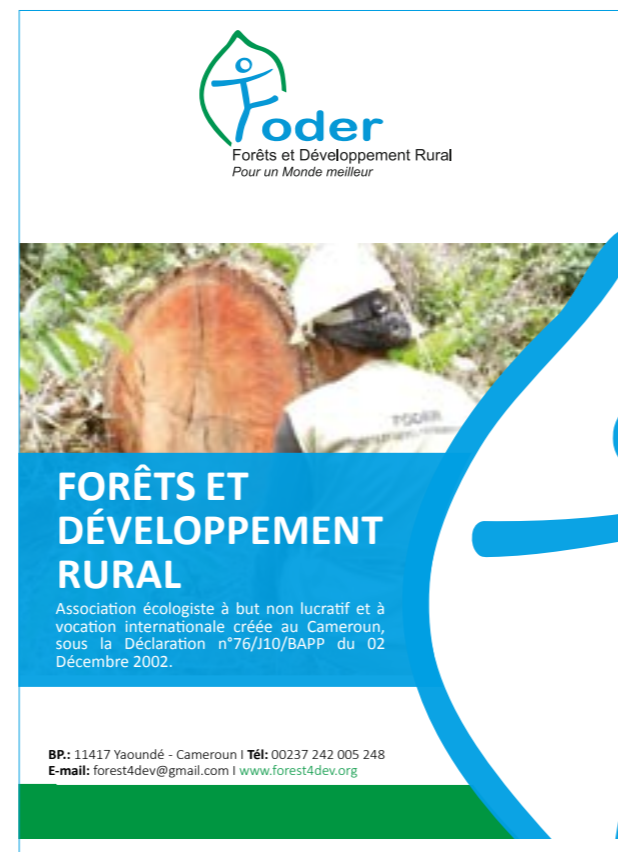
## RAPPORTS ET ÉTUDES

GUIDE SIMPLIFIÉ DU MEMBRE DE COMITÉ DE VEILLE CITOYENNE DES ACTIVITÉS MINIÈRES  
(lien : <https://forest4dev.org/download/142-4/>)

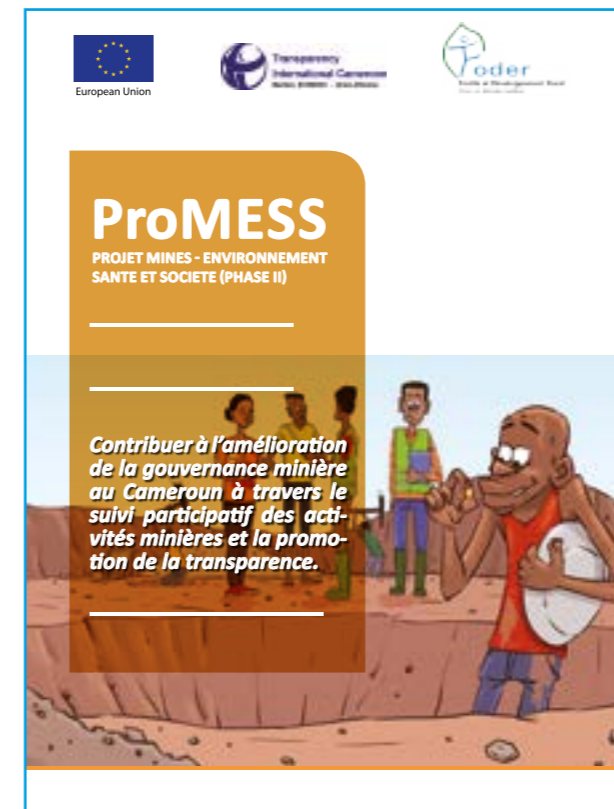


Ce guide a été produit dans le cadre du Projet Mines-Environnement-Santé et Société (ProMESS) et les informations contenues dans ce guide relèvent de la seule responsabilité de l'association Forêts et Développement Rural (FODER) et ne peuvent en aucun cas refléter l'opinion de l'Union Européenne (UE).

Brochure FODER (lien : <https://forest4dev.org/download/1566/>)



Contribuer à l'amélioration de la gouvernance minière au Cameroun à travers le suivi participatif des activités minières et la promotion de la transparence. (version française : <https://forest4dev.org/download/1696/> version anglaise : <https://forest4dev.org/download/2550/>)



EXPLOITATION MINIÈRE SEMIMECANISÉE et ARTISANALE AU CAMEROUN: Etat des lieux, recommandations et pistes de solution pour une exploitation minière durable. (lien : <https://forest4dev.org/download/1618/>)



The Inter-Africa Bamboo Smallholder Farmers Livelihood Development Programme (Cameroun, Ghana, Madagascar and Ethiopia): Training Manual on Bamboo Agroforestry in Cameroon (version anglaise: <https://forest4dev.org/download/1704/> version française: <https://forest4dev.org/download/2561/>)

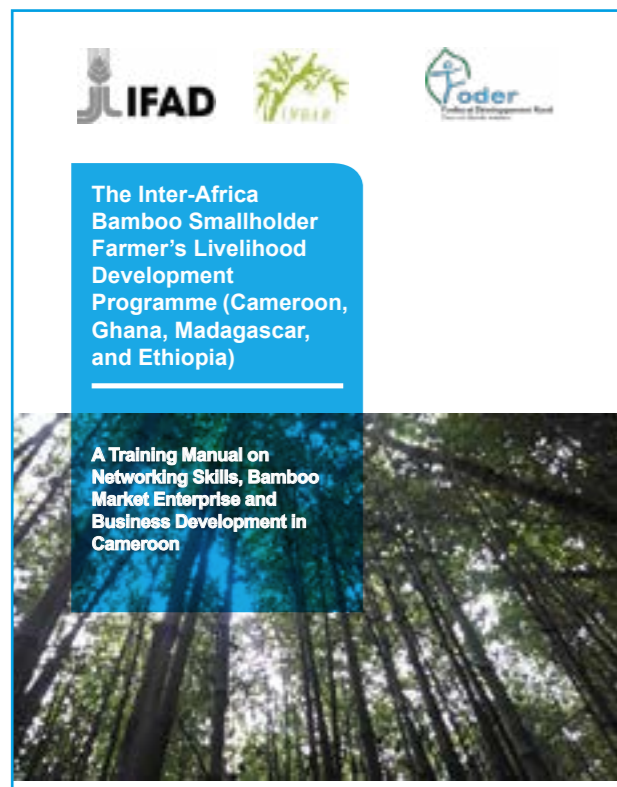


- The Inter-Africa Bamboo Smallholder Farmers Livelihood Development Programme (Cameroun, Ghana, Madagascar and Ethiopia): A Training Manual on Networking Skills, Bamboo Market Enterprise and Business Development in Cameroon (version anglaise: <https://forest4dev.org/download/1710/> version française: <https://forest4dev.org/download/2558/>)
- The Inter-Africa Bamboo Smallholder Farmers Livelihood Development Programme (Cameroun, Ghana, Madagascar and Ethiopia): A Training Manual on participatory Bamboo Resource Stewardship for Communities in Cameroon (version anglaise: <https://forest4dev.org/download/1714/> version française: <https://forest4dev.org/download/2555/>)

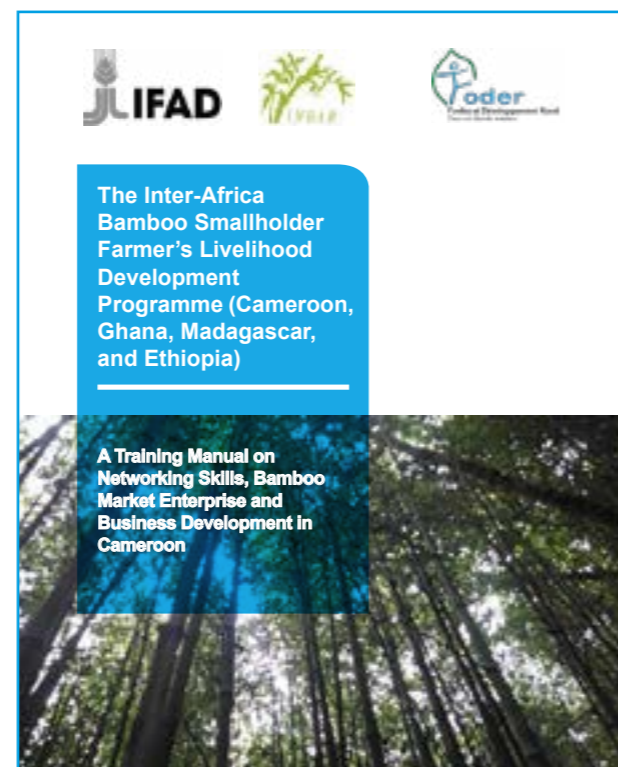
Rapport Annuel FODER 2018 (lien : <https://forest4dev.org/download/2544/>)



Programme interafricain pour le développement des moyens de subsistances des petits exploitants de bambou (Cameroun, Ghana, Madagascar, et Éthiopie):



Manuel de formation sur la première transformation, le traitement et les différentes composantes du bambou au Cameroun (version française : <https://forest4dev.org/download/2625/> version anglaise : <https://forest4dev.org/download/2626/>)



PROJET RELAI-OI: « Projet de suivi indépendant des chaînes d'approvisionnement en bois et d'amplification des informations issues de l'observation indépendante des forêts (lien : <https://forest4dev.org/download/2651/>)



RTM2 | Note d'information | Numéro 6: Obligations sociales des entreprises : Le plaidoyer communautaire contribue à la mobilisation de près de 8 millions de FCFA .(lien : <https://forest4dev.org/download/2660/>)

SNOIE\* | Note d'information | Numéro 7: Le Système Normalisé d'Observation Indépendante Externe (SNOIE) contribue à 72,5 million de FCFA aux

recettes forestières (lien : <https://forest4dev.org/download/2675/>).

SNOIE\* | Note d'information | Numéro 8: Deux entreprises forestières dénoncées pour exploitation forestière illégale par le Système Normalisé d'Observation Indépendante Externe (SNOIE) suspendues. (lien : <https://forest4dev.org/download/2680/>)

## VIDEOS

Pourquoi choisir les coopératives minières (Lien : <https://youtu.be/56AzsANpJz8>)

Comment reconnaître une exploitation forestière illégale (Lien : <https://youtu.be/Ai6UyPcx08>)

Plaidoyer Communautaire RTM2 (Lien : <https://youtu.be/OV8kWrc-VUM>)

Etat du réseau routier dans les zones d'exploitation forestière dans le Mbam et Kim (lien : <https://youtu.be/zdjZM48FlrA>)

La localité de Woue sans bonne couverture sanitaire malgré la présence de l'exploitation forestière (lien :

<https://youtu.be/FCw8gjSTAgA>)

La localité de Kong sans bonne couverture sanitaire malgré la présence de l'exploitation forestière (lien : <https://youtu.be/kZgZ1vhQbE>)

Fonctionnement de l'application Collecteur 2.0 du système Forestlink (lien : <https://youtu.be/hoaJR-NobEIU>)

Les dangers de l'utilisation du mercure dans les sites miniers (lien : <https://youtu.be/rWQPWpOZ6bc>)

## Notes d'informations

Un total de trois notes d'information ont été produites au cours de l'année 2019 et rendues publiques sur le site internet de FODER.

### Titre des notes d'information

Note d'information | Numéro 6: Obligations sociales des entreprises : Le plaidoyer communautaire contribue à la mobilisation de près de 8 millions de FCFA (Lien : <https://forest4dev.org/download/2660/>)

Note d'information | Numéro 7: Le Système Normalisé d'Observation Indépendante Externe (SNOIE) contribue à 72,5 million de FCFA aux recettes forestières (Lien : <https://forest4dev.org/download/2675/>)

Note d'information | Numéro 8: Deux entreprises forestières dénoncées pour exploitation forestière illégale par le Système Normalisé d'Observation Indépendante Externe (SNOIE) suspendues. (Lien : <https://forest4dev.org/download/2680/>)



# RAPPORT

## FINANCIER ANNUEL

### AU 31 DECEMBRE 2019




## RESSOURCES FINANCIERES MOBILISEES

Les ressources financières gérées par FODER au cours de l'exercice 2018 sont principalement constitués de :

- Subventions d'exploitation ;
- Prestations diverses : Consultation du personnel ;
- Cotisation et droit d'adhésion ;
- Reserve antérieure.

PRODUITS	SOURCES DE FINANCEMENT	MONTANT (FCFA)	MONTANT EUROS
Subventions d'exploitation	Délégation de l'Union Européenne au Cameroun	175 374 223	267 356
	Programme FAO EU FLEGT	35 000 000	53 357
	Centre for International Development and Training (CIDT) de l'University of Wolverhampton,	195 656 466	298 276
	The Rainforest Foundation UK (RFUK)	138 010 714	210 396
Prestations diverses (Consultations et prestations)	JAICA	14 997 500	22 864
	IDEF	4 722 153	7 199
	FDD	2 770 760	4 224
	OIREN	1 640 000	2 500
Cotisation et droit d'adhésion	EY ASSOCIES	1 620 214	2 470
	Membres de l'AG	0	0
<b>Reserve antérieure</b>		<b>14 877 386</b>	<b>22 680</b>
<b>Total fonds mobilisés</b>		<b>584 669 416</b>	<b>891 323</b>

## COMPTES DES PRODUITS

Les produits de l'exercice 2019 s'élèvent à **542 303 090 FCFA** et sont à 92.61% des subventions d'exploitation. On note une augmentation des produits de **46.56%** par rapport à l'exercice précédent.

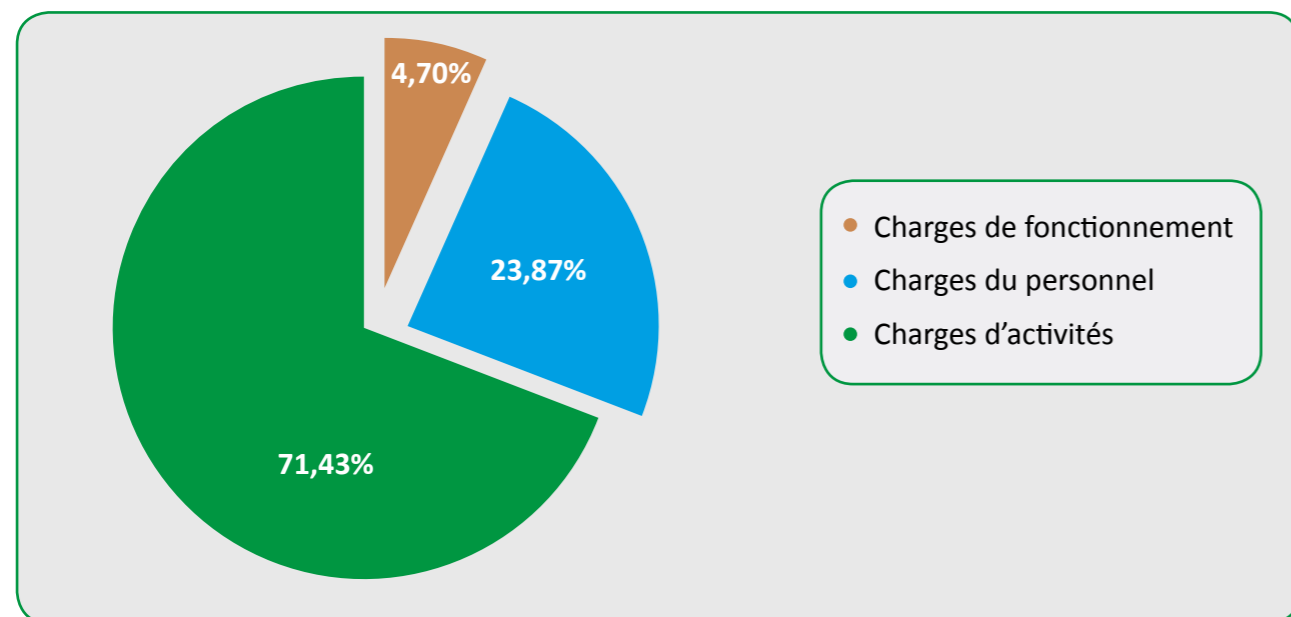
## COMPTES DES CHARGES

Le montant total des charges s'élèvent à **541 442 400 FCFA** et est constitué à **71.42%** des charges liées à la réalisation des activités des projets.

A travers la mise en œuvre des activités des différents projets, FODER contribue au développement économique et social du Cameroun à travers :

1. La création d'emplois ;
2. Les sommes versées dans les structures telles que :
  - Les établissements hôteliers pour l'accueil des ateliers, réunions et conférences de presse, mais aussi pour le logement de nos invités ;
  - Les entreprises de location automobiles pour le transport des équipes lors des missions sur le terrain ;
  - Les agences de communication graphiques et les imprimeries, pour la conception et la production de supports de visibilité et l'impression de nos publications ;
  - Le trésor public, pour le règlement des charges sociales et des impôts déclarés ;
  - Les achats divers (consommables, fournitures de bureau, fournitures non stockables etc...).
3. Accompagnement des communautés pour la défense de leurs droits ;

**Graphique 3 :** Répartition des charges



## COMPTE DE RESULTATS AU 31/12/2019

PRODUITS	2019		2018
	Montant en FCA	Montant en Euros	
Subventions d'exploitation	513 050 432	782 140	356 687 661
Reprises sur subventions d'invest	0	0	0
Autres produits courants	29 252 658	44 595	13 315 990
Produits de cession immobilisations	0	0	0
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>542 303 090</b>	<b>826 736</b>	<b>370 003 651</b>

CHARGES	2019		2018
	Montant en FCA	Montant en Euros	
Achats	9 529 341	14 527,39	8 028 768
Transports	10 029 521	15 289,91	9 845 062
Services extérieurs	369 256 688	562 928,19	248 589 929
Impôts et taxes	19315416	29 446,16	0
Charges diverses	12 860 000	19 604,94	2 255 955
Charges de personnel	109 923 239	167 576,90	89 126 190
Charges financières	2 628 195	3 627,98	2 379 798
Dotation aux amortissements	0	0	205 632
Dotation aux provisions	7 900 000	12 043,47	7 900 000
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>541 442 400</b>	<b>825 045</b>	<b>368 331 334</b>
<b>EXCEDENT (DEFICIT)</b>	<b>860 690</b>	<b>1 312,11</b>	<b>1 672 317</b>



© 2019. Forêts et Développement Rural (FODER)

**Photos de :** ©FODER,

**Image de couverture :** FODER

**Rédaction :** Christelle KOUETCHA,  
Responsable communication FODER

**Supervision :** Justin KAMGA,  
Coordonnateur FODER

**Mise en forme par :** Germain FOTIE  
(FREEDEFO / [mail:kingfotie@gmail.com](mailto:kingfotie@gmail.com)  
**Tel :** 672 17 22 22 )



**Tél. :** 00 237 222 005 248

**P. B. :** 11417 Yaoundé, Cameroon

**E-mail:** [forest4dev@gmail.com](mailto:forest4dev@gmail.com)

**www.**[forest4dev.org](http://forest4dev.org)

**www.**[oiecameroun.org](http://oiecameroun.org)

 [@forest4dev](https://twitter.com/forest4dev)

 Forêts et Développement Rural

 Forêts et Développement Rural